

Unité bi-départementale  
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Périgny, le 05/01/2026

ZI de Périgny  
Rue Edmé Mariotte  
17180 Périgny

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MALVAUX INDUSTRIE**

21 Rue de la Gare  
17330 Loulay

Références : 0007202072/2025/664  
Code AIOT : 0007202072

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2025 dans l'établissement MALVAUX INDUSTRIE implanté 21, Rue de la Gare 17330 Loulay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MALVAUX INDUSTRIE
- 21, Rue de la Gare 17330 Loulay
- Code AIOT : 0007202072
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MALVAUX a été créée en 1928. Elle est spécialisée dans la fabrication de panneaux en contreplaqués décoratifs.

Le contreplaqué est un matériau constitué par des feuilles de bois (plis), obtenues par déroulage ou tranchage et collées sous pression les unes aux autres, généralement à fil croisé.

La matière première arrive directement sous forme de feuilles de bois. Les bois séchés sont massicotés, jointés, triés et encollés pour composer les panneaux. Selon le type de panneau, les colles utilisées sont des résines phénoliques (panneaux extérieurs), urée-formol (panneaux intérieurs), mélaminées (panneaux sous-abri). Les panneaux sont ensuite pressés à froid, pour répartir la colle, puis à chaud pour la polymérisation, par trois presses à plateaux parcourues par de l'eau surchauffée.

Après stabilisation les panneaux sont délignés, équarris, poncés puis stockés en magasin.

L'entreprise ne réalise plus les opérations d'étuvage, de tronçonnage, d'écorçage et de déroulage de grumes. D'autre part, la société ne dispose plus d'installation de séchage.

### **Contexte de l'inspection :**

- Accident

### **Thèmes de l'inspection :**

- ATEX
- Équipement sous pression
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 19/11/1999, article 2	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Matériel de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 19/11/1999, article 8.12	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
4	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 19/11/1999, article 8.6	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	6 mois
6	Foudre	Arrêté Préfectoral du 19/11/1999, article 8.8	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Incident/accident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article Article R512-69	/	Sans objet
5	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 19/11/1999, article 8.3	Susceptible de suites	Sans objet
7	Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Susceptible de suites	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit de positionner sur le régime de classement de certaines rubriques ICPE pour mettre à jour sa situation administrative.

Il doit renforcer le suivi des installations électriques et en assurer la traçabilité.

Il doit effectuer les travaux de mise en conformité de son dispositif de protection contre la foudre.

La défense incendie du site est à réévaluer et à compléter.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/11/1999, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, dispositions générales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 09/05/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>•</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Conformité au dossier déposé: Les installations sont implantées, aménagées et exploitées conformément aux dispositions décrites dans le dossier de la demande, lesquelles seront si nécessaire adaptées de telle façon qu'il soit satisfait aux prescriptions énoncées ci-après.
<b>Constats :</b>  Le site est encadré par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 novembre 1999 et par l'arrêté préfectoral complémentaire n°07445 du 31 janvier 2007 pour les rubriques n°2410-1 (travail du bois) et n°2661-2 (emploi de résines synthétiques).

La dernière actualisation de la situation administrative du site a été transmise à l'inspection par l'exploitant dans le cadre de la visite d'inspection du 23/05/2023.

Depuis ces dernières années, le site a fait l'objet d'un réaménagement au niveau de certaines activités du site avec notamment la suppression d'une ligne de vernis, le remplacement de la chaudière bois ainsi que la réorganisation et la baisse significative des différents volumes de stockages de bois.

Ce réaménagement, ainsi que les différentes évolutions des activités survenues sur le site depuis 2020, s'accompagnent de l'arrêt et de la suppression de la tour aéroréfrigérante soumise au régime de la déclaration (déclaration de cessation d'activité du 23/07/2021).

Par ailleurs, suite à la modification de la nomenclature des ICPE, certaines rubriques relevant du régime de l'autorisation ont été reclassées au régime de l'enregistrement.

En outre, lors de la dernière actualisation, l'exploitant avait double-classé l'activité d'application de résine dans les rubriques 2940 et 2661 alors que cette activité semble relever uniquement de la rubrique 2661 (si l'application de résine est utilisée par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression).

Lors de la visite, l'exploitant a également informé l'inspection de la cessation de l'activité de distribution de gaz inflammable liquéfié (GPL) avec le démantèlement et la suppression de la cuve de 4,9 tonnes de GPL (non classée au titre de la rubrique 4718 car < à 6 tonnes) et du dispositif de distribution soumis au régime de la déclaration au titre de la rubrique 1414.

Transmission de la facture de reprise de la cuve de gaz (Ref : 10263462 du 05/11/2025) de la société Antargaz.

Au regard des activités actuelles, l'exploitant a transmis à l'inspection une actualisation de la situation administrative du site au titre des différentes rubriques des ICPE dont certaines ont fait l'objet d'un changement de régime par rapport au tableau de classement initial de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 novembre 1999.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Suite à la transmission de l'actualisation de la situation administrative du site, il est attendu de l'exploitant :

- de procéder à la régularisation de la cessation de certaines activités qui ont fait l'objet d'un arrêt définitif sur le site (notamment l'activité de stockage et de distribution de gaz inflammable liquéfié (GPL)),
- de transmettre son positionnement et confirmer les capacités et le régime des activités d'application de colle et d'emploi de résines (qui comportent un double-classement au titre des rubriques 2940 et 2661) ainsi que de l'activité de combustion relevant de la rubrique 2910.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

## N° 2 : Incident/accident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/09/2020, article Article R512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport d'incident ou d'accident
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations</p>
<b>Constats :</b> <p>Le site a fait l'objet d'un incident au niveau du dispositif d'aspiration des poussières et sciures de bois le 28 juillet 2025 (départ de feu dans le tuyau d'aspiration qui s'est propagé par les cendres dans les différents systèmes de filtration).</p> <p>À la suite de l'information fournie par les services du SDIS17 le jour même de l'incident et à la demande de l'inspection (courriel du 29/07/2025), l'exploitant a transmis par courriel à l'inspection, le 06/08/2025, une fiche de notification d'accident/incident complétée.</p> <p>Selon les éléments fournis, cet incident n'a pas eu de conséquences sur le personnel et sur l'environnement (uniquement des dégâts matériels au niveau de l'installation d'aspiration).</p> <p>Selon l'exploitant, cet incident a été causé par la casse d'une bande de ponçage de panneau sur une ponceuse, qui a généré l'aspiration de morceaux d'abrasif dans le système d'aspiration, et le non fonctionnement du dispositif de déclenchement de l'extinction automatique par détection d'étincelles dans le tuyau d'aspiration.</p> <p>La visite sur le site a permis de constater la remise en état du dispositif d'aspiration et du système d'alarme et d'extinction défectueux (Cf. point de contrôle suivant).</p> <p>En termes de retour d'expérience, l'exploitant indique avoir également identifié les causes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Manque d'information et d'expérience sur un incendie dans une aspiration,</li><li>• Manque de contrôle des outils de détection et de prévention,</li><li>• Peu de personnes formées.</li></ul> <p>Outre les travaux de remise en état opérationnel des équipements d'aspiration et de détection incendie, les mesures d'amélioration réalisées ou prévues par l'exploitant suite à cet incident sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Rédaction des procédures d'intervention et formation du personnel sur la manipulation du matériel à disposition,</li></ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• Création d'un plan de contrôle hebdomadaire des moyens de protection,</li> <li>• Audit de contrôle de l'aspiration et des moyens de lutte contre l'incendie associés (effectué le 31/07/2025).</li> </ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Matériel de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/11/1999, article 8.12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Matériel de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 09/05/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conforme aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un réseau d'eau public ou privé alimentant des bouches ou des poteaux d'incendie de 100 mm de diamètre dont une implantée à 200 mètres au plus de l'établissement, d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés. Ce réseau ainsi que si nécessaire la réserve d'eau de l'établissement sont capables de fournir le débit nécessaire à l'alimentation simultanée des robinets d'incendie armés et à l'alimentation, à raison de 60m<sup>3</sup>/ heure chacun ,des poteaux ou bouches d'incendie,</li> <li>- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés,</li> <li>- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</li> <li>- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours,</li> <li>- des robinets d'incendie armés, répartis dans la chaufferie, les bâtiments de stockage de bois et de travail du bois et situés à proximité des issues : ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances en directions opposées.</li> <li>- des rampes d'arrosage pour les silos à sciure et copeaux,</li> <li>- d'un système de détection d'étincelles dans les circuits d'aspiration des poussières associé à une extinction automatique,</li> <li>- un détecteur de métaux en amont du broyeur.</li> </ul> <p>Les installations doivent être aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptible de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs pompiers</p>
<b>Constats :</b> <p>L'établissement dispose des moyens contre l'incendie suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques,</li> <li>• des robinets d'incendie armés (RIA) (alimentés par un réseau d'eau indépendant avec 2 pompes surpresseurs), répartis dans la chaufferie, les bâtiments de stockage de bois et de</li> </ul>

travail du bois et situés à proximité des issues.

La dernière vérification annuelle des extincteurs et des RIA présents sur le site a été réalisée le 18/08/2025 par la société EUROFEU (transmission des rapports d'intervention sur ces équipements).

Sur le terrain, l'inspection a procédé, par sondage, sur certains extincteurs et RIA à la vérification de l'étiquetage par l'organisme de contrôle de la date effective du dernier contrôle annuel. L'ensemble des extincteurs contrôlés étaient accessibles et disposaient de l'étiquette de marquage spécifiant le contrôle annuel du mois d'août 2025 et de la plaque d'identification de l'équipement.

- 1 poteau incendie interne à l'établissement situé à proximité de la chaufferie,

La dernière vérification opérationnelle de ce poteau a été réalisée le 06/08/2025 par la société EUROFEU. Le procès verbal d'intervention fait état d'un débit insuffisant (19 m<sup>3</sup> sous 1 bar).

- 2 poteaux incendie externes à l'établissement situés à moins de 100 m au Nord du site (entrée n°4),
- 1 poteau incendie externe à l'établissement situé à moins de 100 m à l'Est du site (entrée n°3),
- 1 poteau incendie externe à l'établissement situé à moins de 100 m au Sud du site à proximité de l'entrée principale,

La plateforme Hydraclic recensant tous les points d'eau incendie fait état de la présence de ces poteaux incendie. Selon la dernière reconnaissance opérationnelle de ces équipements, ces 4 poteaux sont identifiés en disponibilité limitée au regard des mesures de débits inférieurs à 60 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar.

2 autres poteaux externes sont également présents au Nord-Ouest à 400 mètres du site et au Sud-Ouest à 250 mètres du site, avec pour chaque poteau, une mesure de débit à 60 m<sup>3</sup>/h sous un bar.

- d'une réserve d'eau de 4 m<sup>3</sup>.

Comme demandé lors de la précédente inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection une actualisation du calcul D9 et D9A pour le site de LOULAY.

Il ressort de ce calcul que des moyens en eau d'extinction très importants seraient à mettre en place. Ce volume calculé ne semble pas en adéquation avec la disponibilité des engins du SDIS17 pour la mise en œuvre.

- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours,
- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours,
- d'un système de détection d'étincelles dans les circuits d'aspiration des poussières associé à une extinction automatique,

Transmission par l'exploitant du rapport d'intervention et de vérification (ref 310731MAV-FS du 31/07/2025) du système de détection d'étincelles et d'extinction automatique par la société MINIMAX.

Suite à l'incident survenu le 28/07/2025, l'exploitant a rédigé les procédures pour l'utilisation des vannes dans le local incendie (Réf : MO-MA-02 du 23/09/2025) et en cas de départ de feu dans le réseau d'aspiration (Réf : MOMO-02 du 25/09/2025).

Il indique que le personnel va faire l'objet de formations et d'exercices sur la thématique incendie.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant se rapproche du SDIS pour confirmer que le débit insuffisant constaté au niveau des 4 poteaux incendie proches du site ne remet pas en cause la capacité de lutte contre un incendie et que les 2 poteaux les plus éloignés (dont le débit est conforme) peuvent être utilisés pour lutter contre un incendie.



<p>Il transmet à l'inspection ses propositions pour réduire les moyens en eau incendie à mettre en œuvre en cas d'incendie et actualise son calcul D9 et D9A.</p> <p>En cas de mise en place de réserve d'eau supplémentaire, il consulte au préalable l'inspection ou se rapproche des services du SDIS17 pour définir son implantation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/11/1999, article 8.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 09/05/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques sont conformes à la norme NFC15.100 pour la basse tension et aux normes NFC13.100 et NFC13.200 pour la haute tension.</p> <p>Dans les zones à risques d'incendie ou d'explosion, les canalisations et le matériel électrique doivent être réduits à leur strict minimum, ne pas être une cause possible d'inflammation et être convenablement protégés contre les chocs, contre la Propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans les locaux où ils sont implantés. Ainsi, dans les locaux exposés aux poussières et aux projections de liquides, le matériel est étanche à l'eau et aux poussières en référence à la norme NFC20010.</p> <p>Dans les locaux où sont accumulées des matières inflammables ou combustibles, le matériel est conçu et installé de telle sorte que le contact accidentel avec ces matières ainsi que l'échauffement dangereux de celles-ci soient évités. En particulier, dans ces zones, le matériel électrique dont le fonctionnement provoque des arcs, des étincelles ou l'incandescence d'éléments, n'est autorisé que si ces sources de dangers sont incluses dans des enveloppes appropriées.</p> <p>Dans les zones à risques d'explosion, les installations électriques sont conformes à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion (arrêté ministériel du 31 mars 1980-J.O. du 30 avril 1980).</p> <p>En particulier, pour les zones I, elles doivent répondre aux dispositions du décret n°78-779 du 17 juillet 1978 et des textes d'application et pour les zones III, elles doivent, soit répondre aux mêmes dispositions, soit être constituées de matériels de bonne qualité industrielle qui, en service normal, n'engendrent ni arc, ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis les rapports de vérification des installations électriques, datés du mois</p>

d'août 2025 et réalisés par la société DEKRA.

Les rapports au titre du code du travail pour les 5 postes suivants font état de :

- poste ponçage / maintenance : 44 observations dont 29 déjà signalées,
- poste central : 87 observations dont 37 déjà signalées,
- poste chaufferie : 6 observations dont 4 déjà signalées,
- poste bureaux : 16 observations dont 7 déjà signalées,
- poste HT et TGBT : 13 observations dont 7 déjà signalées,

Il a également transmis les comptes-rendus Q18 pour les postes central, chaufferie, bureaux et ponçage / maintenance. Ces comptes-rendus ne montrent pas de non-conformité et concluent que les installations électriques ne peuvent pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant renforce le suivi des installations électriques : il réalise les travaux nécessaires visant à lever l'ensemble des observations relevées dans les rapports de vérification électriques des installations et en assure la traçabilité.

Il met en conformité les anomalies électriques avant le prochain contrôle réglementaire annuel.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 5 : Localisation des risques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/11/1999, article 8.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Localisation des risques

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 09/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'établissement qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou ( le maintien en sécurité de l'établissement). L'exploitant détermine pour chacune des parties de l'établissement la nature du risque ( incendie, atmosphères explosives, ou émanations toxiques). Ce risque est signalé par des panneaux signalétiques adaptés.

L'exploitant définit, sous sa responsabilité, deux types de zones de dangers en fonction de leur aptitude à l'explosion:

- Une zone de type I: Zone à atmosphère explosive permanente ou semi-permanente
- Une zone de type II: zone à atmosphère explosive épisodique, de faible fréquence et de courte durée

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis le rapport du bureau d'études DEKRA « Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE) » n°2019030039 du 19/03/2019.</p> <p>Le DRPCE est défini par la directive ATEX 1999/92/ce, qui vise à améliorer la protection en matière de sécurité et de santé des travailleurs susceptibles d'être exposés au risque d'atmosphères explosives.</p> <p>Le plan du zonage ATEX (atmosphères explosives) du site date du 21/03/2019.</p> <p>Au regard des réaménagements des activités du site et de la transmission du dernier rapport du bureau d'études DEKRA, l'exploitant indique à l'inspection que son plan de zonage ATEX est toujours à jour et ne nécessite pas d'actualisation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Foudre

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/11/1999, article 8.8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Foudre</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 09/05/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'ensemble de l'établissement doit être protégé contre la foudre dans les conditions conformes aux normes applicables en la matière(NFC17100,ENV61.024-1...), avant le 1<sup>er</sup> janvier 2000.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un rapport d'analyse du risque foudre n°D1493930-1901_R01 en date du 07/05/2019 réalisé par DEKRA disposant de la certification qualifoudre.</p> <p>Un dossier d'ouvrages exécutés pour la mise en place des dispositifs de la protection contre la foudre du site a été réalisé en 2022. Il s'est basé sur une étude technique réalisée en juin 2021. Les travaux ont été réalisés du 23/08/2021 au 25/11/2021 avec délivrance d'un certificat de conformité.</p> <p>Suite à la dernière visite d'inspection du 09/05/2023, l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre réalisé par la société BCM Foudre disposant de la certification qualifoudre (Rapport Ref. 00739002 du 10/10/2023).</p> <p>Ce rapport fait état de 2 observations majeures.</p> <p>L'exploitant a également transmis le rapport de vérification visuelle des installations de protection contre la foudre réalisé par la société BCM Foudre ( Rapport Ref :00782511 du 28/10/2025).</p>

Ce rapport fait état de 2 observations majeures nécessitant des actions correctives.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant réalise les actions correctives permettant de lever l'ensemble des points de non-conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 7 : Equipements sous pression**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
<b>Thème(s) :</b> Autre, Equipements sous pression
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 09/05/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
<b>Constats :</b>  Suite à la précédente visite d'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection la liste à jour des équipements sous pression comportant l'ensemble des informations prévues à l'article 6 III de l'arrêté ministériel du 20/11/2017.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite